

L'accès des femmes à la contraception est compromis

La FIGO soutient la Journée mondiale de la contraception (26 septembre 2017)

Déclaration de la Fédération Internationale de Gynécologie et d'Obstétrique (FIGO) lors de la Journée mondiale de la contraception de 2017

Selon les estimations, la planification familiale est susceptible à elle seule de réduire la mortalité maternelle de 30 % à l'échelle mondiale. Pour beaucoup trop de femmes, l'accès à la contraception fait également la différence entre la vie et la mort. Jusqu'à 44 000 femmes meurent tous les ans¹ en raison de complications liées à un avortement non sécurisé dans le but de mettre fin à une grossesse non désirée. L'accès à la contraception améliore la santé et le bien-être tout en permettant aux femmes d'atteindre leurs rêves : finir l'école, réaliser leurs objectifs professionnels ou s'occuper des enfants qu'elles ont déjà.

Il est donc consternant d'apprendre qu'en janvier le gouvernement des États-Unis a rétabli, renommé et élargi la politique de Mexico City (désormais intitulée « Protection de la vie dans le cadre de l'assistance sanitaire mondiale »), qui interdit l'allocation de fonds fédéraux des États-Unis aux organisations étrangères qui prennent en charge, conseillent ou orientent les femmes en matière de soins d'avortement. Peu après, le gouvernement des États-Unis a également cessé de financer le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), un chef de file mondial dans le domaine de la santé reproductive et sexuelle. Rien que l'année dernière, le soutien des États-Unis à la FNUAP avait permis d'éviter 320 000 grossesses non désirées et 100 000 avortements non sécurisés en assurant l'accès à la contraception de 800 000 personnes. Ces politiques décevantes sont connues pour provoquer de graves conséquences imprévues. Lorsque le soutien d'un des pays donateurs les plus importants, comme les États-Unis, est incertain et hésitant, il devient difficile de mettre en place mondialement des améliorations durables et stables en matière de santé des femmes.

À l'échelle mondiale, 214 millions de femmes² souhaitent éviter une grossesse, mais manquent d'accès à des moyens de contraception modernes. Rien qu'en Afrique subsaharienne, il existe un besoin non satisfait en matière de contraception chez plus de 20 % des femmes. Selon le Guttmacher Institute, les taux d'avortement ont diminué considérablement dans les pays développés depuis 1990, mais ce n'est pas le cas des pays en développement. Malheureusement, la politique de Protection de la vie dans le cadre de l'assistance sanitaire mondiale, destinée à réduire l'avortement (objectif partagé par tous) pourrait en réalité contribuer à augmenter l'avortement en réduisant les services de planification familiale et en augmentant les avortements illégaux, au cours desquels il n'est pas rare que les femmes décèdent. La contraception fait partie intégrante de la santé des femmes. Si toutes les femmes souhaitant une contraception moderne y avaient accès, les grossesses non désirées diminueraient de 70 %, les avortements non sécurisés de 74 % et la mortalité maternelle de 30 %. Pour chaque dollar investi dans l'accès universel aux contraceptifs, chaque pays en économiserait 120 dollars. Nous avons besoin de solutions de financement qui nous permettront d'atteindre notre objectif : donner à toutes

les femmes l'accès à la contraception. Le bien-être des femmes et des filles bénéficie au bien-être de la société en le renforçant.

Les membres de la FIGO doivent protéger la santé, le bien-être et les droits fondamentaux des femmes et des filles. Nous devons travailler ensemble pour parvenir à des solutions capables de résister aux cycles des politiques et du financement des principaux donateurs, qui menacent la capacité des femmes à avoir un accès continu à des soins de santé sûrs.

Heureusement, plusieurs signes encourageants sont apparus. De nouveaux efforts comme « She Decides », une initiative internationale de collecte de fonds pour soutenir l'éventail complet de soins de santé reproductive, ont réuni des dirigeants mondiaux, des Pays-Bas au Canada, afin de soutenir les droits fondamentaux et la liberté des femmes en matière de santé reproductive.

Nous demandons aux membres de la FIGO de travailler, à l'échelle nationale, aux côtés des décideurs politiques, des distributeurs et fournisseurs de contraceptifs et de la société civile pour garantir que les femmes et les filles puissent exercer leurs droits fondamentaux à la santé partout dans le monde, y compris l'accès aux services de contraception. Les femmes et les filles dont nous sommes les fournisseurs, les défenseurs et les décideurs politiques comptent sur nous pour veiller à ce que leurs droits en matière de santé reproductive soient protégés, respectés et promus.

Sources/ressources :

Si vous ne parvenez pas à consulter ces liens, veuillez les couper-coller sur votre navigateur.

<https://www.your-life.com/fr/pour-medecins-parents-etc/a-propos-de-la-jmc/>

Références :

¹<https://www.guttmacher.org/fr/fact-sheet/avortement-provoque-dans-le-monde>

http://www.who.int/reproductivehealth/topics/unsafe_abortion/magnitude/en/

²<https://www.guttmacher.org/fr/fact-sheet/adding-it-up-contraception-mnh-2017>

About FIGO

FIGO is a professional organisation that brings together obstetrical and gynecological associations from all over the world.

FIGO's vision is that women of the world achieve the highest possible standards of physical, mental, reproductive and sexual health and wellbeing throughout their lives. We lead on global programme activities, with a particular focus on sub-Saharan Africa and South East Asia.

FIGO advocates on a global stage, especially in relation to the Sustainable Development Goals (SDGs) pertaining to reproductive, maternal, newborn, child and adolescent health and non-communicable diseases (SDG3). We also work to raise the status of women and enable their active participation to achieve their reproductive and sexual rights, including addressing FGM and gender based violence (SDG5).

FIGO Statement

26 Septembre 2017

We also provide education and training for our Member Societies and build capacities of those from low-resource countries through strengthening leadership, good practice and promotion of policy dialogues.

FIGO is in official relations with the World Health Organization (WHO) and a consultative status with the United Nations (UN).